



Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 278 T 25

Objet : Réglementation temporaire du stationnement rue Général de Gaulle

Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse

VU les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article R 417-10 du Code de la Route

VU la demande présentée par BTH COUVERTURE pour des besoins de remplacement de toiture rue Général de Gaulle

Prolongation 108T25

ARRETE

Article 1 : Afin de permettre le bon déroulement des travaux, le stationnement sera interdit sur une place devant le 23bis rue Général de Gaulle du 18 août au 18 septembre 2025. Un véhicule sera autorisé à stationner au droit des travaux et une déviation pour les piétons sera mise en place. Une prolongation est accordée jusqu'au 25 septembre 2025.

Article 2 : L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procèdera à l'affichage de l'autorisation.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

Article 4 : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le neuf septembre deux mil vingt-cinq.



Le Maire,